



## SEPA : migration achevée

La migration vers les moyens de paiement européens SEPA (Single Euro Payment Area, espace unique de paiement en euro) s'est achevée le 1<sup>er</sup> août 2014. Tous les virements et prélèvements en euros se font désormais au format SEPA, ce qui concernera plus de deux milliards d'opérations chaque mois. L'aboutissement de cette migration constitue une étape cruciale de l'intégration des paiements de détail en Europe.

Communiqué du comité national SEPA du 5 août 2014 : « La migration française vers les moyens de paiement SEPA est achevée » : [https://www.banque-france.fr/uploads/tx\\_bdfgrandesdates/CP-SEPA-BDF-05082014-migration-francaise-vers-les-moyens-de-paiement-SEPA-est-achevee.pdf](https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/CP-SEPA-BDF-05082014-migration-francaise-vers-les-moyens-de-paiement-SEPA-est-achevee.pdf)

Communiqué de la Banque Centrale Européenne du 1<sup>er</sup> août 2014 : « SEPA à un tournant crucial pour les paiements de détail » : [https://www.banque-france.fr/fileadmin/user\\_upload/banque\\_de\\_france/Eurosysteme\\_et\\_international/CP-BCE-SEPA-un-tournant-crucial-pour-les-paiements-de-detail-01-08-2014.pdf](https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Eurosysteme_et_international/CP-BCE-SEPA-un-tournant-crucial-pour-les-paiements-de-detail-01-08-2014.pdf)

## INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

### Union européenne

#### 1 - BCE

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 7 août 2014, a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, son Président, déclarait, lors de sa conférence de presse : « Les mesures de politique monétaire décidées début juin ont conduit à un assouplissement de l'orientation de la politique monétaire. [...] Les opérations de refinancement à plus long terme ciblées qui doivent être effectuées au cours des prochains mois renforceront l'orientation accommodante de notre politique monétaire. [...] S'agissant de nos indications sur la trajectoire future des taux directeurs de la BCE, compte tenu des perspectives d'inflation, ces taux resteront à leurs niveaux actuels pendant une période prolongée. En outre, le Conseil des gouverneurs affirme unanimement son engagement à recourir également à des instruments non conventionnels dans le cadre de son mandat s'il devenait nécessaire de continuer à répondre aux risques d'une période trop prolongée de faible inflation. »

#### 2 - Eurostat

Dans la zone euro (ZE18), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,5 % en juin 2014, en baisse par rapport au taux de 11,6 % de mai 2014, et à celui de 12,0 % de juin 2013. Il s'agit du taux le plus bas enregistré depuis septembre 2012. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 10,2 % en juin 2014, en baisse par rapport au taux de 10,3 % de mai 2014 et à celui de 10,9 % de juin 2013. Il s'agit du taux le plus bas enregistré depuis mars 2012. Eurostat estime qu'en juin 2014, 25,005 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,412 millions dans la zone euro. Par rapport à mai 2014, le nombre de chômeurs a diminué de 198 000 dans l'UE28 et de 152 000 dans la zone euro. Comparé à juin 2013, le chômage a baissé de 1,537 million de personnes dans l'UE28 et de 783 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (5,0 %), en Allemagne (5,1 %) ainsi qu'à Malte (5,6 %), et les plus élevés en Grèce (27,3 % en avril 2014) et en Espagne (24,5).

### Actualités législatives

#### Publications au Journal Officiel

Décret n° 2014-816 du 17 juillet 2014 modifiant le décret n° 2000-1234 du 18 décembre 2000 modifié déterminant les aménagements des locaux desservis par les personnes physiques ou morales exerçant l'activité de transport de fonds et portant diverses dispositions relatives au transport de fonds

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000029261096&categorieLien=id>

Décret n° 2014-837 du 24 juillet 2014 relatif à l'information de l'emprunteur sur le coût du crédit et le délai de rétractation d'un contrat de crédit affecté

<http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000029290874&dateTexte=&categorieLien=id>

Ordonnance n° 2014-863 du 31 juillet 2014 relative au droit des sociétés, prise en application de l'article 3 de la loi n° 2014-1 du 2 janvier 2014 habilitant le Gouvernement à simplifier et sécuriser la vie des entreprises

<http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000029322339&dateTexte=&categorieLien=id>

Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2014-863 du 31 juillet 2014 relative au droit des sociétés, prise en application de l'article 3 de la loi n° 2014-1 du 2 janvier 2014 habilitant le Gouvernement à simplifier et sécuriser la vie des entreprises

<http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000029322182&dateTexte=&categorieLien=id>

### Monnaies virtuelles

Rapport de la cellule TRACFIN du ministère des finances « L'encadrement des monnaies virtuelles », remis à Michel Sapin et publié le 11 juillet 2014 : <http://www.economie.gouv.fr/rapport-sur-monnaies-virtuelles-2014>

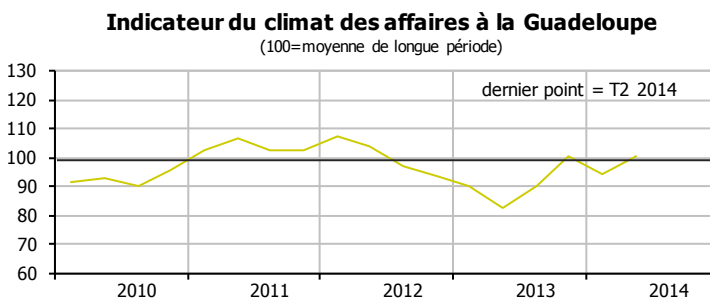
Rapport de la commission des finances du Sénat « La régulation à l'épreuve de l'innovation : les pouvoirs publics face au développement des monnaies virtuelles », publié le 4 août 2014 : <http://www.senat.fr/notice-rapport/2013/r13-767-notice.html>

## SUIVI DE PLACE ET ACTIVITÉS DE L'INSTITUT

### L'ICA retrouve sa moyenne longue période

L'indicateur du climat des affaires (ICA) progresse au deuxième trimestre 2014. Il s'établit une nouvelle fois au niveau de sa moyenne de longue période dont il s'était écarté après un recul au trimestre précédent.

Cette amélioration de l'ICA s'explique principalement par l'appréciation positive portée par les chefs d'entreprise, tant sur le trimestre passé que sur le trimestre à venir. Les effectifs et la trésorerie, en particulier, sont mieux orientés.



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

### Vulnérabilité des agents économiques en Guadeloupe

A fin juin 2014 le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire s'établit à 19 637, soit une baisse de 0,6 % par rapport au mois précédent et de 3,6 % en glissement annuel. Le nombre de retraits de cartes bancaires s'élève à 583 pour le mois de juin, en baisse de 4,4 % sur un an. Depuis le début de l'année, 3 370 cartes ont été retirées de la circulation, soit une hausse de 4,0 % par rapport à la même période en 2013.

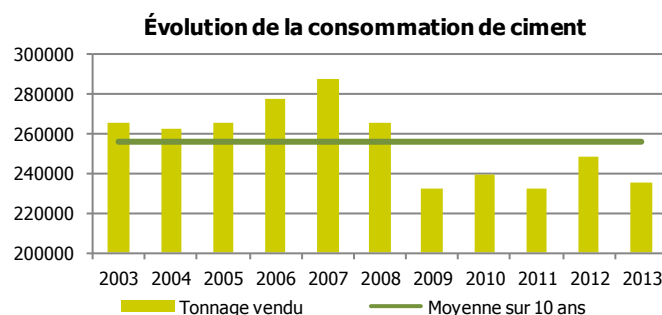
Au mois de juin 2014, 26 dossiers de surendettement ont été déposés. Depuis le début de l'année, 159 dossiers ont été déposés, soit une hausse de 18 % par rapport à juin 2013. Cette augmentation s'explique en partie par la simplification de la procédure de surendettement.

Parallèlement, le nombre de personnes morales en interdiction bancaire s'élève à 2 787 à fin juin 2014, soit 0,7 % de plus qu'en juin 2013. 97 incidents de paiements ont été répertoriés pour un montant déclaré de 943 071 €. Sur le mois de juin, le nombre d'opérations concernées est ainsi en baisse (107 en mai 2014) et les montants enregistrés sont moins importants (1 055 457 € au mois de mai)

### Le BTP vit une sortie de crise difficile

Le BTP a joué un rôle moteur dans la croissance de l'île : de 1994 à 2009, sa valeur ajoutée a crû en moyenne de 6 % par an. En 2009, il contribuait à 5,7 % de la création de richesse et représentait 5,9 % des effectifs salariés. Déjà en ralentissement en 2008, l'activité du BTP a fortement baissé en 2009, pénalisée par la crise sociale et le ralentissement de la commande publique. Depuis, le secteur vit une sortie de crise difficile.

Sur la période 2003-2013, la consommation de ciment est à la baisse, elle a diminué de 1,2 % en moyenne chaque année. L'année 2013 se solde par une baisse globale de l'activité, le manque de projets structurants se faisant toujours ressentir. La baisse des effectifs salariés se poursuit (-704 emplois) et les ventes de ciment sur le marché local reculent de 5,5 %, se rapprochant des plus bas niveaux observés en 2011 et durant la crise sociale de 2009.



Source : Ciments Antillais, yc Iles du Nord

### Les récentes publications

L'IEDOM Guadeloupe vient de publier les notes « Premières tendances » au 1<sup>er</sup> trimestre 2014 et « Panorama 2013 de la Guadeloupe », téléchargeables librement sur le site <http://www.iedom.fr>

## BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

### Hausse de 7 % du budget triennal de l'Outre-mer

Le 15 juillet 2014, Georges Pau-Langevin, ministre des Outre-mer, a annoncé que le budget triennal Outre-mer sera en hausse de 7 %. Une hausse de 0,3 % est prévue pour 2015, le reste pour 2016 et 2017. Le budget prévu est ainsi de 2 014 millions € en 2014, de 2 062 millions € en 2016 et de 2 104 millions € en 2017.

### Chikungunya : visite de la ministre de la Santé

Les 16 et 17 juillet 2014, Marisol Touraine, ministre de la Santé, était en visite en Guadeloupe. Elle a rappelé l'importance de la lutte et de la prévention contre le chikungunya. Deux mesures pour les malades atteints du virus ont été annoncées : les médicaments délivrés sous ordonnance seront remboursés à 100 % par l'assurance maladie et les trois jours de carence pour les arrêts maladies répétés ont été supprimés.

## Canne : 510 000 tonnes récoltées en 2014

La Guadeloupe continentale a enregistré 509 437 tonnes de canne en 2014. D'après Alex Bandou, Président du Groupement d'intérêt économique (GIE) canne Guadeloupe la récolte a été bien meilleure que celle de l'an passé et celle de l'année 2015 s'annonce prometteuse. En 2013, la récolte avait souffert de mauvaises conditions climatiques, et avait enregistré une baisse de 23,5 % en volume par rapport à 2012.

## EDF signe un partenariat avec la sucrerie distillerie de Gardel

Le 8 juillet 2014, un partenariat en faveur de la maîtrise de l'énergie a été signé entre EDF Archipel Guadeloupe et la sucrerie distillerie de Gardel. 30 000 tonnes de vapeur d'eau issue de la production de la sucrerie serviront à la production d'électricité de la centrale électrique d'Albioma, située à proximité. Ce partenariat permettra notamment l'alimentation de 500 à 600 foyers supplémentaires en énergie renouvelable.

## ACTUALITÉS RÉGIONALES

### Saint-Martin : nouveau contrat de développement signé entre l'État et la Collectivité

Le 30 juillet 2014, la Collectivité de Saint-Martin et l'État ont signé un nouveau contrat triennal de développement. Le montant de ce contrat s'élève à 90,7 millions € et ses axes principaux sont l'amélioration de la qualité de vie, le renforcement de la cohésion sociale, et la construction d'infrastructures visant à soutenir le développement économique. La rénovation du stade Vanterpool, la construction de la maison de la réserve, l'éclairage public et l'assainissement sont les grands projets annoncés par la Collectivité.

### Saint-Martin : nouveau programme opérationnel 2014-2020

Dans le cadre du programme opérationnel FEDER-FSE 2014-2020, 54,4 millions € de fonds européens ont été octroyés à Saint-Martin. Cet octroi européen s'accompagne d'une participation financière de l'État à hauteur de 44,4 millions €. Ainsi, 96,8 millions € seront injectés dans l'économie pour ces six prochaines années.

### Saint-Barthélemy : les décisions du Conseil Territorial

Le Conseil Territorial de Saint-Barthélemy s'est tenu le 18 juillet 2014. Les élus ont décidé de la réévaluation des taxes d'entrée, de sortie, et de stationnement des navires (de 0,09 €/m<sup>3</sup> à 0,10 €/m<sup>3</sup>). Ils ont également décidé d'une gestion de la production d'eau potable sous forme de délégation de service public, et ce à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

## PRINCIPAUX INDICATEURS

| INDICATEURS DE REFERENCE                             |  |                              |              |      |                  | Données brutes  | Variation mensuelle | Glissement annuel |
|--|--|------------------------------|--------------|------|------------------|-----------------|---------------------|-------------------|
| <b>Prix</b><br>(Source : Insee)                      | Indice des prix à la consommation<br>(base 100 en 1998)                                  | Guadeloupe<br>France entière | Juin         | 2014 | 129,3<br>128,1   | -0,1 %<br>0,0 % | 0,0 %<br>0,5 %      |                   |
| <b>Demandeurs d'emploi</b><br>(Source : Dicccte)     | Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)<br>(données CVS)                                  |                              | Juin         | 2014 | 60 820           | -0,5 %          | 0,8 %               |                   |
| <b>Commerce extérieur</b><br>(Source : Douanes)      | Exportations (en cumul - millions d'euros)<br>Importations (en cumul - millions d'euros) |                              | Juin         | 2014 | 109,2<br>1 250,0 | -<br>-          | -33,0 %<br>-8,8 %   |                   |
| <b>Créations d'entreprises</b><br>(Source : Insee)   | Nombre d'entreprises créées<br>(hors auto-entreprises)                                   |                              | Juin         | 2014 | 280              | -24,3 %         | -28,6 %             |                   |
| <b>Vulnérabilité des ménages</b><br>(Source : Jedom) | Personnes physiques en interdiction bancaire<br>Retraits de cartes bancaires (Flux)      |                              | Cumul annuel |      | 2 071            | -               | -10,7 %             |                   |
|  |  |                              | Juin         | 2014 | 20 284           | -0,6 %          | -3,7 %              |                   |
|  |  |                              |              |      | 589              | 4,8 %           | -4,7 %              |                   |

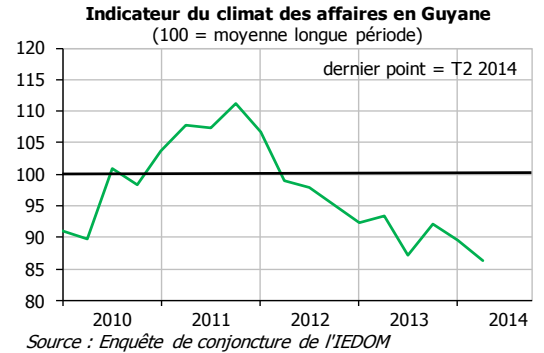
| INDICATEURS SECTORIELS  |   |  |              |      |           | Données brutes | Variation mensuelle | Glissement annuel |
|---|---|--|--------------|------|-----------|----------------|---------------------|-------------------|
| <b>Trafic aéroportuaire</b><br>(Source : Aéroport Pôle Caraïbe) | Nombre de passagers (hors transit)      |  | Juillet      | 2014 | 190 838   | 43,5 %         | -4,0 %              |                   |
|   |   |  | Cumul annuel |      | 1 210 576 | -              | 1,4 %               |                   |
| <b>Trafic maritime</b><br>(Source : Guadeloupe Port Caraïbe)    | Trafic net de marchandises (tonnes)     |  | Juin         | 2014 | 235 622   | -5,8 %         | -7,9 %              |                   |
|   | Nombre de passagers (entrées + sorties) |  |              |      | 61 269    | -5,5 %         | 21,1 %              |                   |
| <b>Fréquentation des hôtels classés</b><br>(Source : Insee)     | Nombre de nuitées<br>(en milliers)      |  | Décembre     | 2013 | 99        | 22,2 %         | -5,7 %              |                   |
|   |   |  | Cumul annuel |      | 1 036     | -              | -0,6 %              |                   |
| <b>Immatriculations</b><br>(Source : Préfecture)                | Immatriculations de véhicules neufs     |  | Juillet      | 2014 | 1 417     | 15,3 %         | 4,6 %               |                   |
|   |   |  | Cumul annuel |      | 8 395     | -              | -1,6 %              |                   |
| <b>Consommation de ciment</b><br>(Source : Ciments Antillais)   | Ventes de ciment (tonnes)               |  | Juillet      | 2014 | 17 408    | 5,1 %          | -16,3 %             |                   |
|   |   |  | Cumul annuel |      | 119 121   | -              | -10,7 %             |                   |

# ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

## Publication : « Premières tendances »



La dégradation de l'indicateur du climat des affaires (ICA) se poursuit au deuxième trimestre (-3,1 points). A 86,4 points, il reste en deçà de sa moyenne de longue période (-13,6 points). Cette évolution s'explique principalement par la détérioration des prévisions liées à l'activité et à la trésorerie pour le prochain trimestre.



La publication « Premières tendances » fournit une première estimation de l'indice du climat des affaires. Cet indice, calculé trimestriellement par l'Iedom à l'aide d'un sondage auprès des entreprises de la place, offre divers indicateurs sur la santé des entreprises guyanaises. La publication est disponible gratuitement sur le site de l'Iedom : [www.iedom.fr/Guyane](http://www.iedom.fr/Guyane).

## Emission monétaire

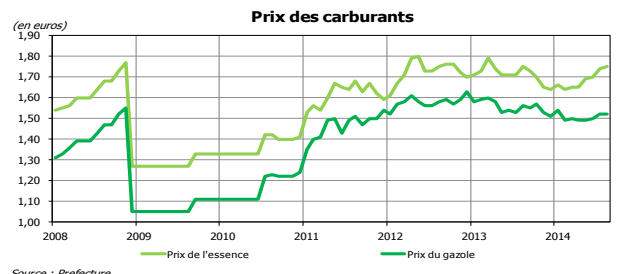
L'Iedom, agissant au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France, met en circulation dans les départements d'outre mer les billets qui ont cours légal dans la zone euro. Au 31 juillet 2014, le cumul des émissions nettes de billets en Guyane atteint 3,01 milliards d'€, correspondant à un volume de 77 millions de coupures. L'émission nette cumulée, soutenue, stabilise néanmoins sa progression sur un an à 9,7 % en volume, et 9,5 % en valeur, contre un taux de croissance annuel moyen de 23,86 % en valeur depuis l'introduction de l'euro en 2002.

En Guyane, les émissions nettes de billets concernent principalement les coupures de 20 € et de 50 € (respectivement 45,6 % et 23,1 % des billets en circulation dans le département). En volume, la part de la coupure de 50 € augmente de 1,6 point, et celles des coupures de 20 €, 100 € et 10 € diminuent respectivement de -0,8 point, -0,4 point et -0,3 point sur les sept premiers mois de l'année alors que la part des autres coupures reste stable. Le mode de fonctionnement des distributeurs automatiques de billets du département, chargés majoritairement en coupures de 20 € et 50 €, peut expliquer la prépondérance de ces billets dans le département. La valeur moyenne du billet en circulation en Guyane augmente très légèrement à 39,17 € au 31 juillet 2014 contre 39,15 au 31 décembre 2013.

# BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

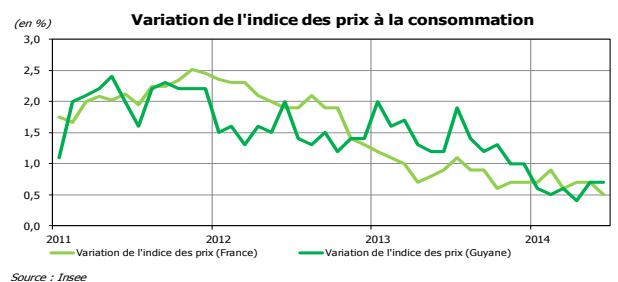
## Carburants

L'arrêté préfectoral fixe, à compter du 1<sup>er</sup> août 2014, le prix de la vente au détail des carburants à 1,74 €/litre pour l'essence (+1 centime) et 1,52 €/litre pour le gazole (sans changement par rapport au mois précédent). Le prix de la bouteille de gaz est fixé à 21,97 €, contre 21,80 € en juillet, soit une hausse de 17 centimes.



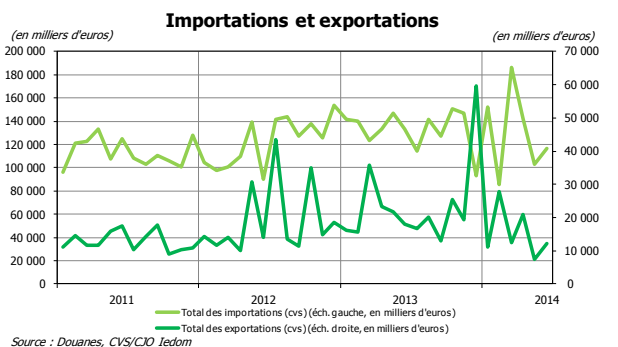
## Prix à la consommation

En juin 2014, l'indice des prix à la consommation (IPC) est en hausse de 0,2 % sur le mois. Cette hausse est liée à l'augmentation des prix des services (+0,2 %) et de l'alimentation (+0,6 %). Sur un an, l'indice des prix progresse de 0,7 %, en raison des variations constatées sur les prix de l'alimentation (+2,2 %) et des services (+0,5 %). D'un niveau supérieur à celui constaté pour la France entière (+0,5 %), l'inflation en Guyane reste au dessus des valeurs observées à la Guadeloupe (+0,0 %), à la Réunion (+0,5 %) ainsi qu'à Mayotte (+0,2 %) et en dessous de celle constatée à la Martinique (+0,9 %).



## Commerce extérieur

A fin juin, le cumul des importations sur l'année diminue de 3,9 % en CVS par rapport à l'année précédente, cette évolution peut s'expliquer par la baisse des importations résultant d'une moindre activité de forage (phase d'analyse de données) ainsi que par le ralentissement des importations de biens pour l'activité du BTP. A fin juin, le total des exportations s'élève à 93,8 M€, en baisse de 29,6 % par rapport à 2013. Les exportations d'or en volume augmentent de 2,0 % sur le mois de juin (107 kilos, 3,1 M€) mais restent en retrait sur six mois, avec 578 kilos et 17,3 M€, par rapport à l'année précédente (-8,2 % en volume, -20,7 % en valeur). Le cours de l'or marque un léger rebond en juillet (1312 \$ l'once, soit +2,6 %), après trois mois de baisse, et progresse de 2,1 % sur un an.



## Bilan économique de l'Insee

L'Insee a publié son **bilan économique 2013** sur le département de la Guyane. Ce bilan, publié pour l'ensemble des régions françaises, dresse un état des lieux de l'économie autour de six thèmes communs à toutes les régions complété par des chapitres réservés aux spécificités sectorielles régionales. Le bilan économique, comme toutes les publications de l'Insee, est accessible sur le site internet <http://www.insee.fr/fr/regions/guyane/default.asp?page=publications/publications.htm>

### Spatial

Le lanceur Ariane 5 a lancé avec succès, depuis le Centre spatial guyanais, le cargo ATV 5 « Georges Lemaître » de l'Agence Spatiale Européenne (ESA). Il s'agit du 74<sup>e</sup> décollage pour le lanceur lourd européen depuis son premier vol le 4 juin 1996 et du 60<sup>e</sup> succès d'affilée. L'ATV (Automated Transfer Vehicle), d'une masse de plus de 20 tonnes placée en orbite basse, est le vaisseau le plus lourd et le plus puissant jamais lancé par l'Europe. Ce véhicule, fabriqué par Airbus Defence & Space avec plusieurs industriels européens, a pour but de ravitailler la Station Spatiale Internationale (ISS) en air, vivres, carburant, pièces et matériels scientifiques avec près de 7 tonnes de cargaison. Cinquième et dernier de la série, l'ATV 5 restera amaré à l'ISS pendant 6 mois. Une fois ce temps écoulé, il sera rechargé en déchets et autres matériels inutiles avant d'être guidé dans l'atmosphère en vue de sa désintégration.

## ACTUALITÉS RÉGIONALES

### Coopération Cuba-Chine

Au cours d'un forum d'affaires se tenant à Cuba le 23 juillet 2014, les représentants du Bureau de Développement du Commerce chinois et des membres de la Chambre de Commerce de la République de Cuba ont signé des accords de coopération visant à accroître et diversifier les échanges entre les deux pays. Des accords d'investissements dans les secteurs de l'énergie renouvelable et de la production d'aliments ont également été signés. En 2013, les échanges entre les deux pays représentaient plus d'un milliard de dollars. Ainsi, la signature de ces accords devrait conduire à une augmentation sensible des échanges entre les deux pays. Par ailleurs, la récente modification de la loi sur les investissements étrangers pourrait favoriser la mise en oeuvre de nouveaux projets de la part d'investisseurs étrangers comme la Russie et la Chine.

### Production de riz du Guyana

Le gouvernement du Guyana a récemment exprimé sa volonté d'accroître ses exportation de riz, motivé par le niveau élevé de la production qui conduit le pays à trouver des solutions en termes de capacité de stockage. Le gouvernement estime que la production a augmenté de 15,4 % par rapport à l'année précédente et qu'en parallèle les exportations de riz ont crû de 23,4 % par rapport à 2013. Ce phénomène s'explique par les nombreux investissements réalisés par l'Etat dans ce secteur durant les trois dernières années. Actuellement, le plus important client du pays reste le Venezuela qui absorbe 70 % des exportations de riz guyanien. Malgré tout, le Guyana cherche à attirer d'autres marchés notamment Haïti, le Panama, le Belize, le Guatemala et plusieurs pays africains. En 2013, 395 000 tonnes de riz pour une valeur de 246 millions de dollars ont été exportées et le gouvernement espère en exporter plus de 461 000 tonnes, pour une production prévue à 600 000 tonnes, en 2014.

## SUIVI INDICATEURS CHIFFRES

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières et de l'effet jours ouvrés (CVS-CJO)

|                              |  | Sur le mois                                    | Indicateurs  | Données brutes                     | Var. mensuelle CVS   | Var. sur un an CVS | Sources                                     |                                  |
|------------------------------|--|--|--|------------------------------------|--|--------------------|---|----------------------------------|
| INDICATEURS MACROECONOMIQUES | PRIX                                     | ↑  | Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac) | Juin-14                            | <b>127,8</b>   | [0,2%]             | [0,7 %]                                     | Insee                            |
|                              |  | ↑  | Prix administré du litre d'essence                           | Août-14                            | <b>1,75</b>  | [0,6%]             | [0,0%]                                      | Préfecture/Dieccte               |
|                              | MARCHE DU TRAVAIL<br>INDICATEURS SOCIAUX | ↑  | Demandeurs d'emploi (DEFM A)                                 | Juin-14                            | <b>21 613</b>  | [0,1%]             | [7,8%]                                      | Pôle emploi                      |
|                              |  | ↓  | Nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage              | Mai-14                             | <b>7 931</b>   | [-0,4%]            | [-3,0%]                                     | Pôle Emploi                      |
|                              |  | ↑  | Nombre de bénéficiaires du RSA (1)                           | Juil-14                            | <b>17 332</b>  | [1,4%]             | [6,3%]                                      | Caf                              |
|                              |  | ↑  | Prestations nettes versées (1)                               | Juil-14<br>Cumul                   | <b>9,8 M€</b><br><i>65,8 M€</i>  | [5,4%]             | [7,2%]<br>[9,9%]                            | Caf                              |
| CONSOMMATION                 | ↑  | Importations de biens de consommation (BC) (3) | Juin-14<br>Cumul   | <b>15,3 M€</b><br><i>84,9 M€</i>   | 1,3%   | 19,6%<br>8,1%      | Douanes                                     |                                  |
|                              | ↓  | Ventes de véhicules neufs aux particuliers     | Juil-14<br>Cumul   | <b>315</b><br><i>2 223</i>         | -18,5%   | 4,1%<br>3,3%       | Somafi                                      |                                  |
| INVESTISSEMENT               | ↓  | Importations de biens d'équipement (BE) (3)    | Juin-14<br>Cumul   | <b>29,9 M€</b><br><i>214,7 M€</i>  | -8,2%  | -26,9%<br>-11,1%   | Douanes                                     |                                  |
|                              | ↑  | Ventes de véhicules utilitaires                | Juil-14<br>Cumul   | <b>124</b><br><i>606</i>           | 43,2%  | 70,3%<br>12,5%     | Somafi                                      |                                  |
| COMMERCE EXTERIEUR           | ↑  | Exportations (3)                               | Juin-14<br>Cumul   | <b>12,5 M€</b><br><i>93,8 M€</i>   | 66,1%  | -32,3%<br>-29,6%   | Douanes                                     |                                  |
|                              | ↑  | Importations (3)                               | Juin-14<br>Cumul   | <b>101,9 M€</b><br><i>752,8 M€</i> | 13,7%  | -12,0%<br>-3,9%    | Douanes                                     |                                  |
| INDICATEURS SECTORIELS       | SPATIAL                                  |  | Tirs effectués<br>Satellites lancés                          | Cumul à Juil-14<br>Cumul à Juil-14 | <b>5 tirs (3 Ariane 5, 1 Soyouz, 1 Vega)</b><br><b>6 satellites, et 1 ATV*</b> |                    | 5 tirs à Juil-13<br>11 satellites et 1 ATV* | Arianespace                      |
|                              | BTP                                      | ↓  | Ventes de ciment (hors filler, liant et big bag)             | Juil-14<br>Cumul                   | <b>6 791 tonnes</b><br><i>50 330 tonnes</i>                                    | -7,9%              | -17,0%<br>-3,5%                             | Ciments guyanais                 |
|                              | INDUSTRIE                                | ↑  | Exportations d'or en volume (3)                              | Juin-14<br>Cumul                   | <b>107 kilos</b><br><i>578 kilos</i>   | 2,0%               | -11,7%<br>-8,2%                             | Douanes                          |
|                              |  | ↑  | Exportations d'or en valeur (3)                              | Juin-14<br>Cumul                   | <b>3,1 M€</b><br><i>17,3 M€</i>  | 1,0%               | -27,6%<br>-20,7%                            | Douanes                          |
|                              |  | ↑  | Cours de l'once d'or   | Juil-14                            | <b>1 311,98 \$</b>   | [2,6%]             | [2,1%]                                      | London Bullion Market Assoc./AFD |
|                              |  | ↑  | Grumes sorties de forêt                                      | Déc-12<br>Cumul                    | <b>20 767 m3</b><br><i>74 878 m3</i>   | 29,8%              | 215,8%<br>1,7%                              | ONF                              |
|                              | AGRICULTURE<br>A GROALIMENTAIRE          | ↑  | Exportations de crevettes (3)                                | Juin-14<br>Cumul                   | <b>57 tonnes</b><br><i>204 tonnes</i>  | 57,1%              | 5,6%<br>-33,1%                              | Douanes                          |
|                              |  | ↓  | Exportations de poissons (3)                                 | Juin-14<br>Cumul                   | <b>51 tonnes</b><br><i>395 tonnes</i>  | -61,9%             | -62,5%<br>-3,0%                             | Douanes                          |
|                              |  | ↓  | Exportations de riz (2) (3)                                  | Juin-14<br>Cumul                   | <b>0 tonne</b><br><i>14 tonnes</i>   | n.s                | n.s<br>n.s                                  | Douanes                          |
|                              | TOURISME                                 | ↑  | Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)              | Mai-14<br>Cumul                    | <b>32 362</b><br><i>163 884</i>  | 1,0%               | -0,2%<br>-0,4%                              | CCIRG                            |
|                              |  | ↑  | Nombre de nuitées  | Déc-13<br>Cumul                    | <b>32 000</b><br><i>332 000</i>  | 23,0%              | 17,6%<br>-3,5%                              | Insee                            |

[Données non CVS] \*ATV pour Automated Transport Vehicule (Véhicule Automatisé de Transfert), vaisseau cargo spatial développé par l'Agence spatiale européenne pour ravitailler la Station spatiale internationale

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Trop grand nombre de points atypiques concernant le riz.

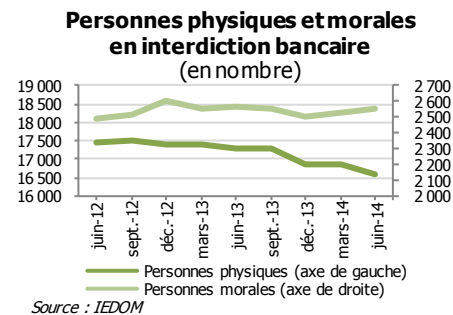
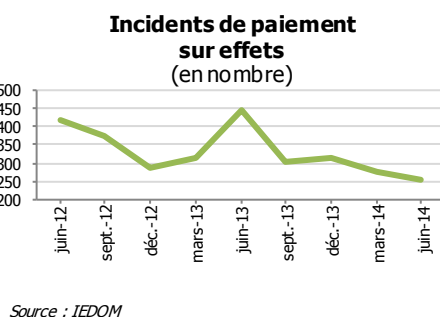
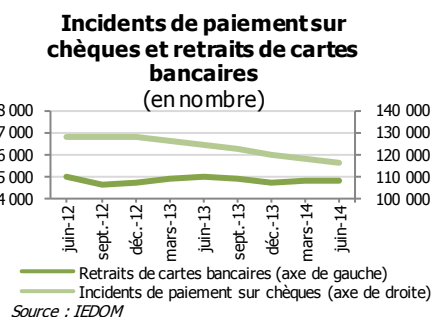
(3) Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

## ACTUALITÉ DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

### Indicateurs de vulnérabilité : légère amélioration au 2<sup>e</sup> trimestre 2014

Les indicateurs de vulnérabilité enregistrent des évolutions contrastées au 2<sup>e</sup> trimestre 2014, mais sont en recul sur un an.

Le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire diminue de 1,5 %, à 16 598 (-3,9 % sur un an). Les incidents de paiement sur chèques sont en retrait de 1,6 %, à 116 112 (-6,7 % sur un an). En revanche, sur la même période, les retraits de cartes bancaires progressent de 1,7 %, à 4 829 (-3,4 % sur un an). Pour sa part, le nombre d'entreprises en interdiction bancaire progresse de 0,7 % au 2<sup>e</sup> trimestre, à 2 548 (-0,8 % sur un an), alors que les incidents de paiement sur effets régressent de 8,3 %, à 254 (-43,0 % sur un an).



### Surendettement : augmentation du nombre de dossiers au 2<sup>e</sup> trimestre

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2014, 127 dossiers de surendettement ont été déposés auprès du secrétariat de la commission de surendettement. Le nombre de dossiers est ainsi orienté à la hausse, tant sur le trimestre (+4,1 %) qu'en glissement annuel (+22,1 %).

## BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

### Visite de la ministre de la Santé : renforcement de la lutte contre le Chikungunya

Le 18 juillet 2014, la ministre des Affaires sociales et de la Santé, Marisol Touraine, était en visite en Martinique. Cette visite était principalement orientée vers les actions effectuées sur le terrain pour lutter contre le Chikungunya, et les rencontres avec les professionnels de la santé. Lors de son déplacement, la ministre a annoncé 3 mesures relatives à la lutte contre le Chikungunya (la prise en charge à 100 % des médicaments utilisés, la suppression des 3 jours de carence pour les arrêts de travail et l'arrivée de 52 volontaires supplémentaires en contrat d'engagement du service civique).

### Budget triennal de l'Outre-mer : enveloppe en progression de 7,0 %

Le 10 juillet 2014, la ministre des Outre-mer, George Pau-Langevin, a annoncé une augmentation de 7,0 % du budget 2015-2017 de l'Outre-mer par rapport au précédent. Ainsi, le budget de l'Outre-mer est prévu à 2 014 millions d'euros en 2015, à 2 062 millions d'euros en 2016 et à 2 104 millions d'euros en 2017.

### Dégâts agricoles 2013 : paiement des indemnités

Le 5 juin 2014, le Comité interministériel du fonds de secours (CIFS) a accordé une aide afin d'indemniser les agriculteurs touchés par les dégâts causés par les pluies excessives d'avril 2013 et la tempête Chantal. Cette aide, d'un montant total de 7,4 millions d'euros, vient d'être déléguée au Préfet de la Martinique et sera versée dans les prochains jours aux 145 exploitants touchés par les pluies et aux 833 exploitants touchés par la tempête Chantal.

### Education : augmentation des taux de réussite aux examens en 2014

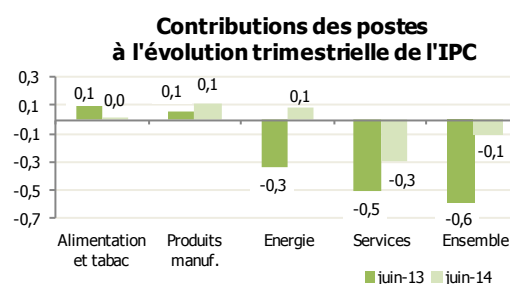
En Martinique, l'amélioration des taux de réussite aux examens se poursuit en 2014. En effet, le taux de réussite au diplôme national du Brevet est de 84,4 % en 2014 (contre 85,2 % au niveau national), en hausse de 1,4 point sur un an (+0,7 point au niveau national). Le taux de succès au diplôme du Baccalauréat augmente de 1,0 point sur un an (+0,9 point pour la France entière), s'établissant à 86,8 % en 2014 (contre 87,9 % pour la France entière). L'écart entre les taux de réussite martiniquais et nationaux est orienté à la baisse en 2014. Il est de 1,1 point pour le Baccalauréat et de 0,8 point pour le Brevet (contre respectivement 1,2 point et 1,5 point en 2013).

En outre, la mise en œuvre de la réforme des rythmes scolaires sera effective dans toutes les communes de l'île dès la rentrée 2014. 10 communes ont choisi le samedi matin comme neuvième demi-journée, les autres ayant préféré le mercredi matin.

### Prix : baisse de l'IPC au 2<sup>e</sup> trimestre

L'indice des prix à la consommation (IPC) s'établit à 130,6 au 2<sup>e</sup> trimestre 2014. L'indice est en baisse de 0,2 % sur le trimestre, mais augmente de 0,9 % sur un an. Au niveau national, l'IPC suit une évolution comparable (0,0 % sur le trimestre et +0,5 % sur un an).

La baisse de l'IPC au 2<sup>e</sup> trimestre tient pour l'essentiel à la baisse des prix des services qui contribue négativement à l'évolution de l'indice (-0,4 point).



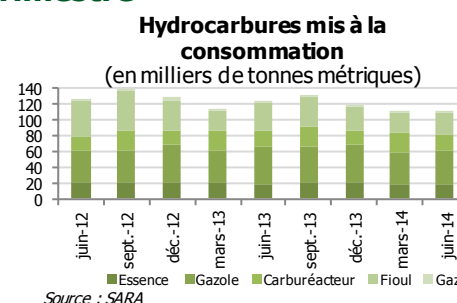
## Canne : mise en place du second volet du plan de sauvegarde de la filière

Le 4 juillet 2014, le Conseil régional et les principaux acteurs de la filière canne ont activé le second volet du plan de sauvegarde de la filière. Ce volet concernera l'encadrement des professionnels de la canne avec la création d'une société d'intérêt collectif (SICA) afin de superviser la filière. Il se rapportera également à la création d'une pépinière contribuant la recherche de variétés plus performantes.

## Hydrocarbures : stabilité de la consommation au 2<sup>e</sup> trimestre

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2014, les volumes d'hydrocarbures mis à la consommation sur le marché martiniquais s'élèvent globalement à 111 907 tonnes (soit +0,3 % sur le trimestre et -9,9 % sur un an).

La consommation de fioul, qui représente 24,8 % des hydrocarbures mis à la consommation locale, contribue le plus à la hausse sur le trimestre (+3,2 points). En revanche, ces ventes de fioul, qui concernent principalement les entreprises martiniquaises, contribuent le plus au recul de la consommation sur un an (-6,1 points).



## Energies renouvelables : quelques avancées dans le secteur

D'après la loi Grenelle 1 du 3 août 2009, les DROM ont pour objectif d'atteindre 50 % d'énergies renouvelables en 2020 et 100 % en 2030. Dans cette optique, de nouveaux projets sont en cours de préparation.

En effet, le 3 juillet 2014, l'Agence martiniquaise de l'énergie (AME) et Synergîle Guadeloupe ont créé un réseau nommé Synergîle, dédié aux énergies renouvelables et à la construction durable. Cette coopération a pour but de créer des synergies entre les deux îles dans le domaine des énergies renouvelables et d'intégrer les entreprises martiniquaises au Pôle de compétitivité Cap Energies de la région Paca, dont le réseau Synergîle aura le soutien. En outre, le 8 juillet 2014, la Commission européenne a décidé d'attribuer un financement public au projet New energy for Martinique and overseas (NEMO) dont le but est la création d'une centrale flottante d'Énergie thermique des mers (ETM). La centrale devrait voir le jour en 2018 à Bellefontaine en Martinique. Ce projet, dont le coût total s'élève à 300 millions d'euros, sera ainsi financé par l'Europe à hauteur de 72 millions d'euros.

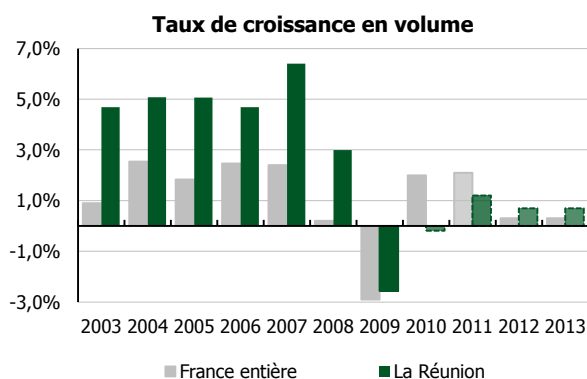
Pour rappel, en 2013, la Martinique est le DROM qui a la plus faible part d'énergies renouvelables dans son mix énergétique (5,8 %).

## PRINCIPAUX INDICATEURS

| INDICATEURS DE RÉFÉRENCE                             |   |                | Données brutes   | Variation mensuelle | Glissement annuel    |
|--|---|----------------|------------------|---------------------|----------------------|
| <b>Prix</b><br>(source : INSEE)                      | Indice des prix à la consommation<br>(base 100 en 1998)     | - juin 2014    | 130,7            | 0,0 %               | +0,9 %               |
| <b>Chômage</b><br>(source : DIECCTE)                 | Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)                      | - juin 2014    | 43 636           | -0,6 %              | -1,1 %               |
| <b>Allocations chômage</b><br>(source : Pôle emploi) | Nombre d'allocataires de Pôle emploi                        | - juin 2014    | 21 327           | -0,6 %              | +0,2 %               |
| <b>RSA</b><br>(source : CAF)                         | Nombre de bénéficiaires payés                               | - juin 2014    | 42 820           | +2,1 %              | +23,4 %              |
| <b>Commerce extérieur</b><br>(source : Douanes)      | Importations (millions d'euros)<br>Hors produits pétroliers | - juin 2014    | 181,0<br>150,9   | -5,5 %<br>+3,4 %    | -1,4 %<br>+7,8 %     |
|  | Exportations (millions d'euros)<br>Hors produits pétroliers | - juin 2014    | 29,3<br>16,7     | -34,7 %<br>+2,2 %   | +37,8 %<br>-14,1 %   |
|  | Taux de couverture mensuel<br>Hors produits pétroliers      | - juin 2014    | 16,2 %<br>11,1 % |                     | +3,0 pts<br>-2,4 pts |
| <b>Grande distribution</b><br>(source : DIECCTE)     | Chiffre d'affaires des hypermarchés (millions d'euros)      | - juin 2014    | 43,9             | -9,5 %              | +2,0 %               |
|  |   | - cumul annuel | 275,3            |                     | +5,2 %               |
| <b>Vulnérabilité des ménages</b><br>(source : IEDOM) | Personnes physiques en interdiction bancaire                | - juin 2014    | 16 598           | 0,0 %               | -3,9 %               |
|  | Retraits de cartes bancaires                                | - juin 2014    | 4 829            | +1,4 %              | -3,4 %               |
| INDICATEURS SECTORIELS                               |   |                | Données brutes   | Variation mensuelle | Glissement annuel    |
| <b>Trafic aéroportuaire</b><br>(source : CCIM)       | Nombre de passagers (hors transit)                          | - juin 2014    | 110 812          | -6,4 %              | +2,2 %               |
|  |   | - cumul annuel | 853 450          |                     | +4,3 %               |
| <b>Trafic maritime</b><br>(source : DD PAF)          | Nombre de croisiéristes                                     | - juillet 2014 | 0                |                     | +87,9 %              |
|  |   | - cumul annuel | 137 675          |                     |                      |
| <b>Construction</b><br>(source : Ciments Antillais)  | Ventes de ciment (tonnes)                                   | - juin 2014    | 16 269           | +10,0 %             | +13,2 %              |
|  |   | - cumul annuel | 91 142           |                     | +4,9 %               |
| <b>Immatriculations</b><br>(source : AAA)            | Véhicules particuliers neufs (VPN)                          | - juillet 2014 | 1 041            | +32,6 %             | +11,3 %              |
|  | Véhicules utilitaires neufs (VUN)                           | - juillet 2014 | 132              | -40,0 %             | +10,0 %              |
|  | Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)  |                | 6 543            |                     | +2,8 %               |

## ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

### La croissance reste stable en 2013



Sources : Insee, comptes définitifs (2001-2010) ; Cerom, comptes rapides (2011-2013)

La publication est disponible sur le [site de Cerom](#).

Pour 2013, les estimations réalisées dans le cadre du partenariat Cerom indiquent une hausse de 0,7 % du produit intérieur brut (PIB) de La Réunion, exprimé en monnaie constante (volume), comme en 2012. Sous l'effet de l'augmentation encore forte de la population réunionnaise, le PIB par habitant stagne. La consommation des ménages réunionnais reste le principal moteur de l'activité économique réunionnaise et contribue à hauteur de 0,6 point à la croissance. Néanmoins, elle s'essouffle, progressant deux fois moins vite qu'en 2012 (+ 1,0 % en 2013).

La consommation des administrations prend le relais de celle des ménages (+ 2,1 %) tandis que l'investissement amorce une légère reprise (+ 0,5 %).

### Le redressement du climat des affaires se confirme au 2<sup>e</sup> trimestre 2014

La progression de l'indicateur du climat des affaires (ICA) se poursuit au deuxième trimestre 2014, (+ 1,4 point) de manière cependant moins marquée qu'au trimestre précédent. Après cinq trimestres consécutifs de hausse, l'ICA a désormais atteint sa moyenne de longue période, à 100,3 points.

La composante passée de l'indicateur explique pour partie l'amélioration de l'indicateur (+ 0,8 point). L'opinion en hausse des entrepreneurs sur l'activité, les prix et la trésorerie compense en effet la mauvaise orientation des effectifs et des délais de paiement. Les anticipations positives sur le trimestre à venir contribuent également à la progression de l'ICA (+ 0,6 point). Les professionnels s'attendent ainsi à une meilleure orientation de leurs délais de paiement, de leurs prix et de leur trésorerie au troisième trimestre.

**Indicateur du climat des affaires à La Réunion**  
100 = moyenne de longue période

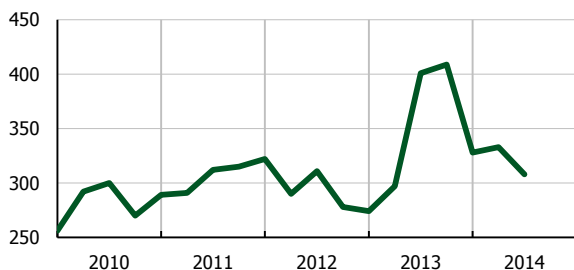


Source : Enquête de conjoncture IEDOM

Les « premières tendances » au 2<sup>e</sup> trimestre 2014 sont disponibles sur le [site de l'IEDOM](#).

### Légère hausse du nombre de dossiers de surendettement au 2<sup>e</sup> trimestre 2014

**Nombre de dossiers déposés à la commission de surendettement**



Source: IEDOM (données trimestrielles)

Au deuxième trimestre 2014, 308 dossiers ont été déposés devant la commission de surendettement, soit une baisse de 7,3 % rapport au premier trimestre 2014 (- 23,2 % sur un an). Le niveau de dossiers déposés redevient ainsi comparable à ceux observés avant 2013 (+ 24,5 % en un an). 234 ont été jugés recevables, soit 76 % des dossiers déposés. La commission a ouvert une procédure de rétablissement personnel pour un quart de ces dossiers.

### Hausse du nombre d'effets de commerce impayés au 2<sup>e</sup> trimestre 2014

Au deuxième trimestre 2014, 1 617 effets de commerce impayés ont été enregistrés, soit une hausse de 23,2 % par rapport au premier trimestre (- 11,1 % sur un an). Cette forte augmentation interrompt la contraction quasi continue observée ces trois dernières années. Le montant total des impayés progresse néanmoins que de 6,5 %, en raison d'une baisse de 13,5 % du montant moyen des impayés.



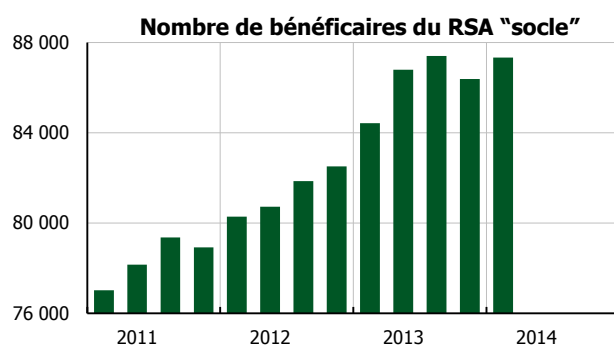
## BRÈVES ÉCONOMIQUES

## LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

|   |  |                     | Données brutes | Δ mois précédent | Glissement annuel |
|---|--|---------------------|----------------|------------------|-------------------|
| <b>Prix</b><br>(Insee)                        | Indice général des prix à la conso. - La Réunion | <i>Juillet 2014</i> | 131,4          | + 0,5 %          | 0,0 %             |
|   | IPC France entière                               |                     | 127,7          | - 0,3 %          | + 0,5 %           |
| <b>Octroi de mer</b><br>(Trésorerie générale) | Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)    | <i>Mai 2014</i>     | 23 383         | - 9,2 %          | + 24,9 %          |
|   | Cumul (milliers d'euros)                         |                     | 118 608        | -                | + 6,7 %           |
| <b>Commerce extérieur</b><br>(Douanes)        | Importations (millions d'euros)                  | <i>Mai 2014</i>     | 383,8          | - 3,0 %          | + 19,6 %          |
|   | Cumul (millions d'euros)                         | <i>Cumul Mai</i>    | 1 855,7        | -                | + 5,4 %           |
|   | Exportations (millions d'euros)                  | <i>Mai 2014</i>     | 19,2           | - 25,4 %         | + 5,1 %           |
|   | Cumul (millions d'euros)                         | <i>Cumul Mai</i>    | 117,6          | -                | - 3,8 %           |
| <b>Demandeurs d'emploi</b><br>(DTEFP)         | Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS) | <i>Juin 2014</i>    | 136 060        | + 0,9 %          | + 1,6 %           |

## LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

|  |  |                   | Données brutes | Δ mois précédent | Glissement annuel |
|--|--|-------------------|----------------|------------------|-------------------|
| <b>Trafic aéroportuaire</b><br>(CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)      | Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds | <i>Mai 2014</i>   | 166 790        | + 17,8 %         | - 2,2 %           |
|  | Cumul  | <i>cumul Mai</i>  | 787 815        | -                | - 2,2 %           |
| <b>Fréquentation des hôtels classés</b><br>(Insee)                         | Nombre de nuitées  | <i>Mars 2013</i>  | 65 700         | + 17,5 %         | - 10,7 %          |
|  | Cumul  | <i>cumul Mars</i> | 182 500        | -                | - 10,5 %          |
| <b>Construction</b><br>(Douanes / CERBTP / Caisse des congés payés du BTP) | Cumul des importations de ciment/clinker (milliers d'euros)                      | <i>Mai 2014</i>   | 8 665          | -                | - 3,8 %           |
|  | Cumul des importations de ciment/clinker (milliers de tonnes)                    | <i>Mai 2014</i>   | 115,2          | -                | - 7,2 %           |
|  | Effectifs salariés du BTP  | <i>Juin 2014</i>  | 16 049         | + 1,0 %          | + 1,9 %           |

Hausse du nombre de foyers bénéficiaires du RSA « socle » au 1<sup>er</sup> trimestre 2014

Le nombre de bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active « socle » (RSA « socle ») s'établit à 87 336 à fin mars 2014. Il augmente de 1,1 % par rapport à fin décembre 2013 (+ 3,4 % sur un an). Cette hausse concerne principalement les hommes seuls avec ou sans enfant, qui progressent respectivement de 2,1 % et de 2,0 %. 203 229 personnes sont ainsi couvertes par cette allocation.

Au cours du premier trimestre 2014, la Caisse d'allocation familiale a octroyé 138 millions d'euros à l'ensemble des bénéficiaires du RSA (« socle » et « activité »), en hausse de 3,7 %.

Baisse du prix médian des appartements anciens au 1<sup>er</sup> trimestre 2014

Selon les Notaires de France, le prix médian des appartements anciens vendus à La Réunion est estimé à 2 030 €/m<sup>2</sup> au premier trimestre 2014, en baisse de 11,2 % par rapport au premier trimestre 2013. Cette diminution est supérieure à celle observée en France métropolitaine, où l'indice Notaires-Insee décroît de 1,2 % sur la même période. Le prix médian au m<sup>2</sup> dans l'île est proche de celui observé à Caen et Grenoble, mais nettement en deçà du prix médian parisien (8 160 €/m<sup>2</sup>).

Le prix médian de vente des maisons anciennes s'inscrit en hausse de 4,8 % sur un an et s'établit à 185 000 €. À l'inverse, il baisse de 2,0 % en France métropolitaine selon l'indice Notaires-Insee.

La publication est disponible sur le [site des Notaires de France](#).

## ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

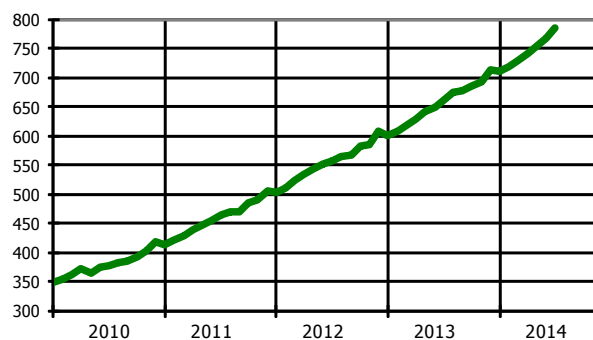
### Les émissions nettes

En juillet 2014, les émissions nettes de billets ont augmenté de 17,6 millions d'euros, après +12,9 millions d'euros le mois précédent (soit une hausse de 4,6 millions d'euros contre +1,8 million au mois de juin) pour s'établir à 784,4 millions d'euros.

Cette hausse est plus prononcée en nombre avec une augmentation de 3,0 % des émissions nettes (contre +2,0 % le mois précédent).

Le nombre de billets émis par l'agence IEDOM de Mayotte s'établit donc à 14,4 millions à fin juillet 2014 dont 71,8 % sont constitués par la coupure de 50 € (qui représente 65,9 % de la valeur globale de l'émission nette de billets). La croissance de l'émission nette ayant été plus marquée en nombre qu'en valeur ; la valeur moyenne du « billet » circulant dans l'île s'est donc dépréciée de 40 centimes s'établissant à 54,5 € au 31 juillet 2014.

### Émissions nettes cumulées de billets au 31 juillet 2014 (En millions d'euros)



Source : IEDOM

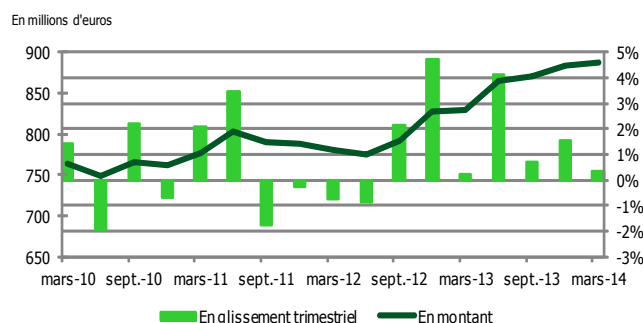
### Une situation financière solide en début d'année 2014

L'IEDOM Mayotte a publié les évolutions monétaires au 31 mars 2014. Cette publication apporte des informations sur les modalités de financement de l'économie et retrace les évolutions des diverses catégories financières (dépôt, épargne et concours consentis) des agents économiques. Ainsi, il apparaît qu'au premier trimestre, l'activité bancaire, traditionnellement en repli en début d'année, affiche une relative stabilité malgré un contexte de nette dégradation du climat des affaires. La collecte d'actifs financiers progresse légèrement (+0,7 % après +5,3 % à fin 2013), l'épargne collectée augmente également (+2,3 % sur un an) tandis que les encours de crédits sains accordés à l'économie sont stables (+0,3 % contre +1,9 % en décembre 2013).

Les évolutions monétaires sont disponibles sur le [site de l'IEDOM](#).

### Évolution des concours bancaires au 31 mars 2014

#### Évolution des concours bancaires



### Publication du panorama 2013 de Mayotte

L'IEDOM vient de publier le panorama 2013 de Mayotte, édition 2014. Le panorama est une note de quatre pages qui reprend les informations structurelles de Mayotte sur sa situation institutionnelle, démographique, économique et financière. Cette publication est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).

### Intervention de l'IEDOM à l'Observatoire des prix, des marges et des revenus (OPMR)

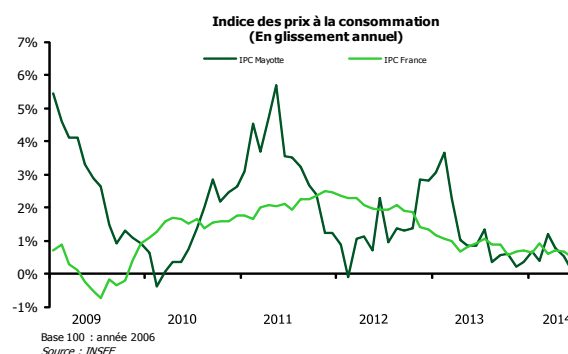
Sur invitation de la préfecture et du Président de l'OPMR, l'IEDOM a participé à la réunion annuelle de l'OPMR qui s'est tenue le 22 juillet. Cette réunion a été l'occasion pour l'IEDOM de présenter les résultats de la dernière enquête de l'observatoire des tarifs bancaires, publiée par l'Institut en avril dernier (disponible sur le [site de l'IEDOM](#)), qui montre que les prix des tarifs bancaires standard sur le Département sont en moyenne inférieurs à ceux pratiqués sur le territoire national hormis les frais de tenue de compte, dont l'écart avec la Métropole reste toujours important.

## BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

### Baisse des prix en juin

L'Indice des prix à la consommation (IPC) diminue de 0,2 % au mois de juin. Après la baisse enregistrée en avril et la stabilité affichée en mai, le mois de juin constitue le troisième mois consécutif sans augmentation des prix. Cette évolution est portée par la baisse des prix des services (-0,3 %) et des produits alimentaires (-0,1 %) tandis que ceux des produits manufacturés sont stables.

En revanche, malgré trois mois consécutifs sans augmentation, l'IPC continue de croître en glissement annuel. Ainsi, sur les douze derniers mois, il augmente de 0,1 %, en raison principalement de la hausse des prix des produits alimentaires (+2,0 %) et des services (+0,5 %) tandis que ceux des produits manufacturés baissent de 1,7 %.



## La fréquentation touristique augmente de 14,0 % en 2013

L'INSEE et le comité du tourisme de Mayotte ont présenté les résultats de l'enquête flux touristique pour 2013, réalisée tout au long de l'année auprès des voyageurs au départ de l'aéroport de Dzaoudzi. Ainsi, après deux années consécutives de baisse (-9,0 % en 2011 et -5,0 % en 2012), la fréquentation touristique augmente de 14,0 % en 2013 pour atteindre 52 000 visiteurs et retrouver son niveau de 2010. Les touristes affinitaires, venus rendre visite à leurs proches, représentent 55,0 % des visiteurs (29 000 personnes), en progression de 18,0 % par rapport à 2012. Les touristes d'agrément, dont la venue à Mayotte est principalement motivée par la découverte de l'île, enregistrent également une progression de 18,0 %. Cependant, représentant désormais 22,0 % des touristes (11 800 visiteurs), leur poids diminue fortement par rapport à 2010 (32,0 %). Le tourisme d'affaires subit en revanche un repli de 9,0 % après une forte hausse en 2012 (année record pour cette catégorie de touristes).

## L'INSEE évalue le taux de chômage à 19,5 % en 2013 et dénombre 29 900 inactifs souhaitant travailler

Le 10 juillet, l'INSEE a dévoilé les résultats de l'enquête emploi 2013. Le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) est ainsi évalué à 19,5 % en 2013 (9 500 chômeurs). En hausse de 2 points depuis 2009 (année de la première enquête emploi), soit 1 900 chômeurs de plus en quatre ans, ce taux est le plus faible des cinq DOM. Cependant, l'enquête dénombre également 29 900 inactifs qui souhaitent travailler mais ne font pas de démarche active de recherche d'emploi ou ne sont pas disponibles immédiatement pour occuper un emploi. Au sens du BIT, ils sont considérés inactifs et donc non comptabilisés comme chômeurs. Ils forment ainsi un important halo autour du chômage.

Seulement un tiers des Mahorais en âge de travailler occupe un emploi. Les difficultés observées sur le marché du travail touchent plus particulièrement les femmes et les jeunes de 15 à 29 ans. Le taux de chômage des femmes est estimé à 27,1 %. La situation s'est détériorée pour les jeunes dont le taux de chômage a augmenté de 11 points en quatre ans pour atteindre 37,4 % en 2013.

## Mayotte éligible aux Aides à finalité régionale (AFR)

Le décret numéro 2014-758 du 2 juillet 2014 modifie les zones d'AFR permanentes pour la période 2014-2020 et inclut toutes les communes de Mayotte pour la première fois. Ce dispositif permet de contribuer au développement des territoires en difficulté en soutenant plus particulièrement les investissements productifs des grandes entreprises et des PME ou la création d'emplois liés à ces investissements. Hors de ces zones, seuls les investissements productifs des PME peuvent bénéficier d'une aide publique. Les AFR sont entrées en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet 2014. Elles peuvent prendre diverses formes comme la subvention, les prestations de services, les prêts ou avances à taux nul ou favorable ou encore les bonifications d'intérêt.

## PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

| LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE                    |  |                       | Données brutes | Variation sur 1 mois | Variation sur 12 mois |
|---|--|-----------------------|----------------|----------------------|-----------------------|
| <b>Prix</b><br>(source : INSEE)                 | Indice général des prix à la consommation<br>base 100 en déc. 2006 | juin-14               | 117,6          | -0,2%                | 0,1%                  |
| <b>Chômage</b><br>(source : Pôle Emploi)        | Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A                       | juin-14               | 7 924          | -17,7%               | 32,8%                 |
| <b>Commerce extérieur</b><br>(Source : Douanes) | Importations (en milliers d'euros)                                 | mensuelles<br>juin-14 | 42 851         | 0,7%                 | 51,1%                 |
|   | (hors hydrocarbures)   | cumulées<br>juin-14   | 233 237        | 22,5%                | 42,4%                 |
|   | Exportations (en milliers d'euros)                                 | mensuelles<br>juin-14 | 616            | -49,3%               | -67,7%                |
|   |  | cumulées<br>juin-14   | 3 039          | 25,4%                | -5,1%                 |
|   | Taux de couverture   | mensuel<br>juin-14    | 1,44%          | -1,42 pt             | -5,29 pt              |
|   | cumulé<br>juin-14  | 1,30%                 | 0,03 pt        | -0,65 pt             |                       |

| LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :                                     |   |                       | Données brutes | Variation sur 1 mois | Variation sur 12 mois |
|---|---|-----------------------|----------------|----------------------|-----------------------|
| <b>Trafic aéroportuaire</b><br>(Source : Aéroport de Mayotte) | Mouvements d'appareils <sup>(1)</sup>             | mensuels<br>mai-14    | 423            | -7,8%                | 9,6%                  |
|   |   | cumulés<br>mai-14     | 2 070          | -                    | 2,8%                  |
|   | Nombre de passagers (arrivées+départs)            | mensuels<br>mai-14    | 24 606         | 25,5%                | 4,2%                  |
|   |   | cumulés<br>mai-14     | 105 953        | -                    | 1,7%                  |
|   | Fret et envois postaux (en tonnes)<br>(départs)   | mensuels<br>mai-14    | 29,7           | 44,6%                | -16,2%                |
|   | cumulés<br>mai-14                                 | 127,1                 | -              | -7,0%                |                       |
| <b>BTP</b><br>(Source : Douanes)                              | Importations de ciment <sup>(2)</sup> (en tonnes) | mensuelles<br>juin-14 | 14 335         | -12,6%               | 174,0%                |
|   |   | cumulées<br>juin-14   | 41 503         | -                    | 27,6%                 |
| <b>Electricité</b><br>(Source : EDM)                          | Nombre d'abonnés (cumul)                          | juin-14               | 40 089         | 0,2%                 | 1,6%                  |
|   | Consommation <sup>(3)</sup> (en Mwh)              | cumulée<br>juin-14    | 138 190        | -                    | 7,1%                  |
| <b>Hydrocarbures</b><br>(Source : TOTAL)                      | Consommation (en milliers de litres)              | mensuelle<br>mars-14  | 10 164         | 11,7%                | 1,0%                  |
|   |   | cumulée<br>mars-14    | 29 699         | -                    | 0,5%                  |
| <b>Automobile</b><br>(Source : Préfecture)                    | Immatriculations de véhicules neufs               | mensuelles<br>juin-14 | 197,0          | 15,2%                | 17,3%                 |
|   |   | cumulées<br>juin-14   | 1 160          | -                    | 8,4%                  |
|   | Immatriculations de véhicules d'occasion          | mensuels<br>juin-14   | 676            | 26,8%                | -10,8%                |
|   |   | cumulées<br>juin-14   | 4 100          | -                    | 3,9%                  |
| <b>Poissons d'élevage</b><br>(Source : Douanes)               | Exportations :                                    |                       |                |                      |                       |
|   | - en tonnes                                       | mensuelles<br>juin-14 | 2,0            | -                    | -71,1%                |
|   |   | cumulées<br>juin-14   | 4,4            | -                    | -89,0%                |
|   | - en milliers euros                               | mensuelles<br>juin-14 | 21,4           | -                    | -60,3%                |
|   | cumulées<br>juin-14                               | 47,6                  | -              | -84,7%               |                       |

(1) : Toute entrée ou sortie de navire ou d'avion représente un mouvement

(2) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

(3) : Données consolidées à pas trimestriel depuis fin 2011. Les informations mensuelles ne sont plus disponibles.

## Taux directeurs de la Banque centrale européenne

|  |        |              |
|--|--------|--------------|
| Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème | taux   | date d'effet |
| Taux de la facilité de prêt marginal   | 0,15%  | 11/06/2014   |
| Taux de la facilité de dépôt   | 0,40%  | 11/06/2014   |
|  | -0,10% | 11/06/2013   |

| Taux d'intérêt légal |      |       | Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/14) |                  |       |       |       |       |
|----------------------|------|-------|--|------------------|-------|-------|-------|-------|
| ANNEE                | 2014 | 0,04% | JO du 06/02/14                                     | Livret A et bleu | LDD   | LEP   | PEL*  | CEL*  |
| ANNEE                | 2013 | 0,04% | JO du 01/03/13                                     | 1,00%            | 1,00% | 1,50% | 2,50% | 0,75% |

\* hors prime d'Etat

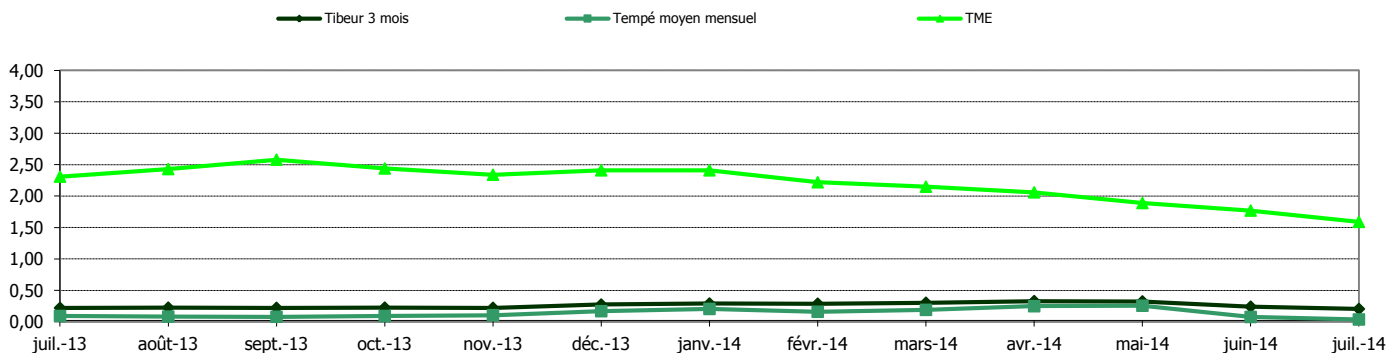
| Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)        |         |         |         | TIBEUR (juillet 2014)                           |        |        |         |
|---|---------|---------|---------|---|--------|--------|---------|
| Avril   | Mai     | Juin    | Juillet | 1 mois  | 3 mois | 6 mois | 1 an    |
| 0,2488%   | 0,2564% | 0,0775% | nd      | nd  | nd     | nd     | nd      |
| Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME) |         |         |         | Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO) |        |        |         |
| Avril   | Mai     | Juin    | Juillet | Avril   | Mai    | Juin   | Juillet |
| 2,06%   | 1,89%   | 1,77%   | 1,59%   | 2,26%   | 2,09%  | 1,97%  | 1,79%   |

### Taux de l'usure (seuils applicables au 1<sup>er</sup> juillet 2014)

| Crédits aux particuliers                                    | Seuils de l'usure | Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale  | Seuils de l'usure        |
|---|-------------------|--|--------------------------|
| <b>Prêts immobiliers</b>                                    |                   |  |                          |
| Prêts à taux fixe   | 5,11%             | Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament   | 7,83%                    |
| Prêts à taux variable                                       | 4,71%             | Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable   | 3,91%                    |
| Prêts-relais  | 5,27%             | Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe   | 4,71%                    |
| <b>Autres prêts</b>   |                   | Découverts en compte (1)   | 13,33%                   |
| Prêts d'un montant inférieur à 3 000 euros                  | 20,35%            | Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans   | 4,07%                    |
| Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros | 14,81%            | <b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b> | <b>Seuils de l'usure</b> |
| Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros                  | 9,79%             | Découverts en compte (1)   | 13,33%                   |

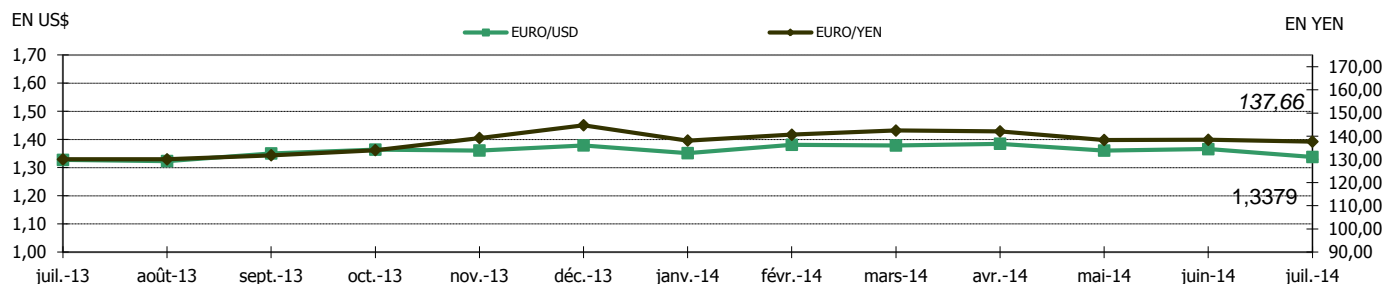
(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

### Taux des marchés monétaires et obligataires



| Taux de change (dernier cours fin de mois) |           |                              |           |
|--|-----------|------------------------------|-----------|
| EURO/USD (Etats-Unis)                      | 1,3379    | EURO/ZAR (Afrique du sud)    | 14,2861   |
| EURO/JPY (Japon)                           | 137,6600  | EURO/BWP (Botswana)          | 11,9055   |
| EURO/CAD (Canada)                          | 1,4610    | EURO/SCR (Seychelles)        | 16,2513   |
| EURO/GBP (Grande-Bretagne)                 | 0,7928    | EURO/MUR (Maurice)           | 40,7834   |
| EURO/SGD (Singapour)                       | 1,6681    | EURO/BRL (Brésil)            | 3,0156    |
| EURO/HKD (Hong-Kong)                       | 10,3689   | EURO/VEF (Vénézuéla)         | 8,4274    |
| EURO/MGA (Madagascar)                      | 3303,5185 | EURO/XCD (Dominique)         | 3,6163    |
|  |           | EURO/SRD (Surinam)           | 4,4199    |
|  |           | EURO/ANG (Ant. Néerl.)       | 2,3968    |
|  |           | EURO/DOP (Rép. Dom.)         | 58,4623   |
|  |           | EURO/BBB (La Barbade)        | 2,678     |
|  |           | EURO/TTD (Trinité et Tobago) | 8,5271    |
|  |           | EURO/XPF (COM Pacifique)     | 119,33170 |
|  |           | EURO/FC (Comores)            | 491,96775 |

### Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



### Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

|          |             |              |              |             |             |
|----------|-------------|--------------|--------------|-------------|-------------|
| 1 EURO = | 40,3399 BEF | 6,55957 FRF  | 40,3399 LUF  | 200,482 PTE | 15,6466 EEK |
|          | 1,95583 DEM | 0,787564 IEP | 2,20371 NLG  | 5,94573 FIM |             |
|          | 166,386 ESP | 1936,27 ITL  | 13,7603 ATS  | 340,750 GRD |             |
|          | 239,640 SIT | 0,585274 CYP | 0,429300 MTL | 30,1260 SKK |             |

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achevé d'imprimer le 21 août 2014 - Dépôt légal : août 2014 - ISSN 1284-4438